taillon de gendarmerie mobile fut rangé en bataille dans le grand carré des Champs Elysées. Mais rien ne bougea, et la journée se passa exactement comme s'étaient passées les journées précédentes.

» Il en fut de même de la grande revue annoncée pour le lendemain, dimanche, à laquelle on avait invoqué les ouvriers de la Bastille. On craignit sans doute que les cris de : *Vive la République* ! ne dominassent de beaucoup ceux de : *Vive le Président*! et l'on jugea plus prudent de s'abstenir.

» En effet, l'attitude de la population le lendemain, jour anniversaire de la révolution de Février, prouve que l'idée républicaine n'est pas aussi morte dans les esprits qu'on se plaît à dire. J'ai parcouru, par curiosité, une grande partie de Paris ce jour-là. Les églises surtout étaient encombrées. Les écoles, la garde nationale avaient envoyé des députations. Il y avait un grand nombre de représentants, M. le général Cavaignac, M. Marrast, M. Peguerre, et d'autres membres de la Constituante mêlés à des groupes d'ouvriers et de bourgeois. Pendant toute la journée, des troupes nombreuses d'hommes et de femmes ont défilé devant la colonne de la place de la Bastille et y ont déposé des couronnes d'immortelles, en l'honneur des victimes de la révolution. Tout cela s'est accompli dans le plus grand calme. Quelques-uns affectent de s'y méprendre. Mais pour moi cette attitude grave et recueillie de la population parisienne, un jour comme celui-là, est plus significative que toutes ces démonstrations soufflées qui crèvent en air comme des bulles de savon.

» Il me resterait à vous parler de la fameuse lettre du comte de Chambord qui a mis de nouveau en émoi le parti légitimiste. Mais à quoi bon? Nous n'avons pas besoin de cette nouvelle preuve pour être convaincus de son impuissance. Que ces Messieurs se disputent pour savoir qui d'entre eux possède le plus ouvertement la confiance du *Roi*, comme ils l'appellent, il suffit pour nous de voir qu'il devient moins probable de jour en jour que ce roi-là règne jamais sur la France. Voilà aussi que l'on remet sur la table la candidature du prince de Joinville. Cette circonstance n'est pas propre vraisemblablement à disposer le gouvernement en faveur de la proposition Créton tendant, comme vous savez, à obtenir le rappel des deux familles exilées, et qui doit être soumise prochainement à la Chambre. Les légitimistes la combattront de leur côté, ne voulant ni du rappel des princes de la branche cadette qui augmenterait la force du parti orléaniste, ni de celui de M. le comte de Chambord qui doit à son exil la majeure partie de son importance (*major ex exilio reverentia*).

» Le *Moniteur* d'avant-hier publie la nomination de M. le général Aspiak au poste d'ambassadeur à Londres. Les nombreux amis du général, qui ne l'ont pas vu depuis bientôt trois ans, s'en réjouissent pour eux ; d'un autre côté, je ne doute pas que la colonie française de Péra ne le voie partir avec regret, et c'est ainsi que toujours ce qui produit la satisfaction des uns, cause le déplaisir des autres. » A. U.

NOUVELLES DIVERSES.

Aujourd'hui vendredi, S. M. I. le Sultan, accompagné de sa suite ordinaire, s'est rendu à la mosquée de Béchiktache, pour assister à la prière de midi.

— Nous avons la satisfaction d'annoncer que le Grand-Vézir est entièrement remis de l'indisposition dont nous avons parlé dans notre précédente feuille et qui l'a obligé de garder ses appartemens une dizaine de jours. Hier, ce haut dignitaire s'est rendu au palais impérial de Tchéragan pour remercier le Sultan de l'intérêt qu'il avait daigné prendre à son état de santé durant son indisposition. S. M. a fait lé plus bienveillant accueil à son Grand-Vézir.

— Par suite d'une attaque de grippe, Rifa'at pacha, président du conseil d'état, garde ses appartemens depuis quatre jours.

— Chékib éfendi, membre du conseil d'Etat, Mahmoud bey, directeur du bureau de l'amedji et d'autres hauts fonctionnaires ont été également atteints de la grippe.

— Nous lisons dans le *Courrier des Alpes* du 29 février la correspondance suivante de Turin, 22 du même mois :

« La Turquie et son ambassadeur sont ici à l'ordre du jour; on ne parle, on ne s'occupe partout que de M. C. Musurus; si cet envoyé de la S. Porte ne savait pas parfaitement le français et l'italien, je crois qu'on apprendrait le turc ou le grec pour pouvoir causer avec lui. Il sera satisfait de l'accueil qu'il a reçu de S. M., du duc de Gênes, du corps diplomatique et du président du conseil. Chaque jour il est l'objet de nombreuses invitations; déjà il a assisté aux bals de la cour, du duc de Gênes, du ministre de Prusse, du ministre des affaires étrangères et de la société philharmonique. Jeudi dernier, M. d'Azeglio a donné un dîner diplomatique en son honneur, et lundi prochain il ira au bal des pauvres qui aura lieu au Grand-Théâtre et qui sera honoré de la présence de S. M. Jamais ambassadeur turc n'a été entouré de tant de prévenances et n'a reçu autant de témoignages de bienveillance; mais il faut convenir que jamais ambassadeur turc n'a répondu d'une manière plus aimable et plus spirituelle, car M. Musurus n'est pas seulement un homme d'esprit, c'est encore un homme du monde qui joint à une exquise politesse des connaissances aussi étendues que variées. Son frère, le premier secrétaire d'ambassade, est à trop bonne école et a devant les yeux un trop beau modèle pour ne pas être aussi un excellent diplomate. En vérité, le Sultan ne pouvait mieux choisir pour le représenter dignement à Turin. J'ignore quand ces deux nobles étrangers quitteront notre capitale; tout ce que je sais, c'est qu'en partant, ils emporteront et laisseront plus d'un précieux souvenir. »

— On lit dans l'*Observateur d'Athènes* du 8 de ce mois :

« Le prince Stirbey, hospodar de Valachie, ayant affecté à un des établissemens publics d'Athènes une somme de 40,000 drachmes, il a été décidé que la valeur totale de ce don philanthropique serait appliquée à la continuation des travaux d'érection de l'université dont les dépenses d'achèvement évaluées à 400,000 dr. se trouvent réduites à 55,000, déduction faite des 5,000 existant encore en caisse. »

— On nous écrit de Bucarest, en date du 28 février :

« Le lieutenant-général Ivine, qui remplace le général Hasford dans le commandement en chef des troupes russes d'occupation, est arrivé depuis trois jours, et son prédécesseur partira la semaine prochaine. Avant-hier, les officiers russes ont donné un bal en l'honneur de ce dernier, qui a porté un toast aux souverains des deux états impérialistes.

— Notre ami et collaborateur M. Jonesco, dont nos lecteurs ont été, depuis deux ans, à même d'apprécier les grandes connaissances en agriculture, et dont les aptitudes pratiques sont égales à ses aptitudes théoriques, vient d'être nommé directeur de la ferme-modèle du gouvernement impérial. Par l'intérêt que nous prenons à tout ce qui peut être utile à la Turquie, ce choix nous cause une véritable satisfaction, et nous sommes convaincus que par son zèle et son habileté, Y. Jonesko, qui est entré en fonctions mardi dernier, justifiera pleinement la confiance de la S. Porte. M. le ministre de l'agriculture, Ismaïl pacha, qui s'occupe activement des intérêts de son département, travaille à réorganiser cette Ecole : mal mieux que M. Jonesco ne peut le seconder dans cette tâche dont les conséquences seront avant long temps si profitables à l'agriculture du pays. Petites dépenses et grands résultats, voilà la devise de M. Jonesco, et il l'atteindra sûrement. Avec lui, toute avance de fonds sera un placement avantageux ; c'est ce que le gouvernement a le droit d'attendre, lui qui déjà a fait de si grands sacrifices, sans toutefois se lasser, tant il est opiniâtre à poursuivre la réalisation de ses desseins, qui n'ont d'autre objet qu'une grande augmentation de bien-être général.

— *Erratum*. Au dernier article de M. Jonesco, il s'est glissé une erreur typographique que nous nous empressons de rectifier : à la première page, quatrième colonne, quarante-septième ligne, au lieu de : De la vallée, le mélayer arrose le mais, lisez : *De la vallée, le mélayer arrose le mais avec un admirable système d'irrigation.*

— La frégate à vapeur de l'état le *Taïf*, qui avait transporté, il a quelque temps, des troupes à l'île de Samos, était de retour hier à Constantinople, ayant à bord deux prisonniers samiens.

— Le bateau à vapeur autrichien *Imperatore*, arrivé dimanche dernier de Trieste, avait à bord 50 soldats embarqués à Smyrne.

— Le bateau à vapeur de l'état l'*Esséri-Djédid* arrivé mardi dernier de Trébisonde avait à bord 104 soldats.

— Au nombre des passagers qui étaient à bord du bateau à vapeur le *Atentor* arrivé à Constantinople avant-hier, se trouvait M. Pétiniand, inspecteur des haras de France, qui est accompagné de M. A. G. Akose, interprète des langues orientales, de M. D. Montagne, son secrétaire, et de M. Ch. Bigot, dessinateur de haras. M. Pétiniand a une mission de son gouvernement, et doit visiter les contrées de la Turquie et de la Perse renommées pour les belles races de chevaux.

— On nous écrit de Syra, en date du 5 mars :

« M. D. Mavromichalis, aide-de-camp du roi Otho, qui a été rappelé à Athènes où, à son arrivée, il a été entendu par le juge chargé de faire une enquête sur l'assassinat de l'infortuné Corfiotakis, ex-ministre des cultes.

» Il n'est plus question à Athènes du prochain retour du roi Otho en Grèce, ni de la question de l'héritier du trône qui n'est pas encore terminée. D'après les nouvelles qu'on a reçues de Munich.

» Le duc Frédéric-Pierre Oldenbourg, frère de la reine Amélie, est toujours à Athènes; on dit qu'il se propose de se rendre, au printemps, à Jérusalem et de là à Constantinople. »

— Dimanche dernier, il y a eu sermon à l'église de Sainte Trinité, et le public est prévenu que tous les dimanches du carême, il y aura également sermon à la même église, après la grand'messe qui se célèbre le matin, vers 9 heures. Chaque sermon sera suivi d'une messe basse et d'une quête pour l'œuvre de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paule.

— La première représentation de *Polluto* de Donizetti, devait avoir lieu hier; mais une indisposition de M. Prudenza l'a fait remettre à demain samedi. Cette partition dont le libretto est pris dans une tragédie de Corneille, est d'un intérêt presque local, puisque la scène se passe en Arménie. Le nom du grand maestro qui l'a composée, le nom de la Prudenza en scène, tout fait espérer un brillant succès.

— Dimanche dernier, M. Nicossia donnait un concert dans le salon de musique de St-Pierre et St-Paul que le supérieur avait bien voulu, avec son obligeance toute pleine de charité, lui prêter pour la troisième fois. Plusieurs musiciens du théâtre avaient apporté le concours de leur talent au jeune violoniste sicilien qui a joué avec une réelle inspiration une fantaisie sur divers motifs de la *Lucia*, la *Rosina*, cette charmante rêverie, un *capricio di bravura* rempli de fougue et d'entraînement, et enfin de magnifiques variations sur divers motifs napolitains, arrangés d'une façon savante par le violoniste. M. Nicossia a une belle carrière à parcourir ; il possède toutes les qualités qui font les grands maîtres ; il n'a qu'à les augmenter par l'étude, et nous ne craignons pas de lui prédire la gloire qui compte au nombre de ses adorateurs tant d'appelés et si peu d'élus ; par le travail et la patience, il arrivera au but de ses cher. niers. M. Nicossia a été fort bien secondé par l'orchestre et par M. Lanza qui l'accompagnait au piano.

— Dimanche, vers huit heures du soir, un incendie a eu lieu à Constantinople, à Avret-Bazar. Grâces aux prompts secours dirigés sur le point menacé, on s'est rendu bientôt maître des flammes, qui n'ont détruit que la maison, où le feu avait pris.

— Un vol avait été commis dernièrement au préfet de police de Constantinople ; la poste ottomane avait été dévalisée. Les recherches faites par les agents de la police ont eu un plein succès; les auteurs de ce crime, au nombre de cinq, ont été saisis par les autorités de Ghémlek et dirigés sur la capitale, où ils sont arrivés hier par le bateau à vapeur de l'état *Esséri-Hadid*.

(Correspondances particulières.)

ANDRINOPLE, 6 *mars*. — Depuis le premier jour de ce mois, la neige tombe en abondance; la chaleur assez forte du soleil vers midi en fait fondre une portion; mais le froid qui suit dans la nuit consolide ce qui reste. Toutefois, cette nouvelle température est venue à propos pour resserrer la végétation des arbres que la belle température du mois passé, tendait à faire avancer, et qui sait ce qui s'en serait suivi dans ce mois-ci?

Un assassinat a été commis le 28 février dans le village de Sare-Sader à 8 heures d'ici ; le petit-fils ben-nam, par un bal nommé Ghégh, a été assailli dans la nuit par une bande de sept malfaiteurs, qui ont blessé grièvement le domestique à coups de couteaux, et qui se ruant sur le maître, lui ont demandé tout son argent; il leur a livré environ 2,000 p. qu'il avait dans sa caisse, leur promettant une somme bien plus forte pour le bal nommé ; mais les voleurs, réflexion faite, après avoir emporté l'argent, se jettent sur le Grec, et le massacrent. Le pacha s'est empressé, le lendemain, d'envoyer des gendarmes à la recherche des brigands ; mais sans aucun résultat jusqu'à présent.

Le nouveau président du conseil, Ghamil bey, a donné au conseil qu'il préside l'impulsion qui lui convenait; les affaires sont examinées consciencieusement, et expédiées avec régularité.

On a des nouvelles de Bosnie qui annoncent la prise de la forteresse de Moktar par la division commandée par Haïreddin pacha en personne; le chef des rebelles et ses deux fils, faits prisonniers, ont expédiés sous bonne escorte à Constantinople.

SALONIQUE, 4 *mars*. — Le bateau à vapeur ottoman qui avait dû interrompre ses voyages de Constantinople à Salonique pour deux semaines, a repris sa ligne habituelle, mélayer arrose le mais, et, par l'entremise des autorités compétentes, plusieurs personnes ont été envoyées pour battre la campagne et pouvoir découvrir ses traces; mais jusqu'à présent tout a été vain et l'on se perd en conjectures; serait il tombé dans quelque piège ou en proie à quelque coup-vert de broussailles? aurait il été assassiné dans quelque lieu solitaire? On n'en sait encore rien.

Par des dépêches de très fraîche date, écrivées par le courrier de Monastir, on apprend ici la promotion au grade de Liva, de Derwisch bey, aide-de-camp du muchir de la Roumélie, qui remplace Chakry pacha dans le conseil militaire séant à Monastir; ce dernier est passé dans le *rédif*, garde nationale. Cette promotion a été généralement vue avec plaisir.

Sans qu'on en connaisse encore la destination, on sait à Monastir une levée de *bachybozouk*, troupe irrégulière.

On mande d'Okhri, ville près de Janina, l'assassinat commis en plein jour et près de la cité sur un fils du riche négociant Robbé, à la suite duquel on a arrêté quatre Grecs nommés élevés entre le Kady et le Catouscam d'Okri.

Depuis hier, nous avons une neige assez intense.

Quelques consuls comptent aller faire une visite à Serrès avant la fermeture de la foire.

DAMAS, 15 *février*. — La Syrie, après avoir été agitée pendant plusieurs mois, commence enfin à respirer; les points d'insurrection ont échoué devant la sagesse et la prudence des autorités.

Ce plan de révolte avait des ramifications partout le pays, depuis le Hauran jusque dans les parties les plus septentrionales de la Syrie. Il est même étonnant que des Arabes, chez qui l'imprimerie ne sert nullement pour les correspondances particulières et dont les moyens de communication sont encore à l'état primitif, aient pu pousser aussi loin un tel projet, dont les éléments laissaient apercevoir autant d'intrigues, de résolution et surtout d'ensemble.

C'est ainsi que le jour où les Alepins commençaient leur révolte, les habitans de Baalbeck et cantons circonvoisins se trouvaient près de Mahloula pour surprendre Damas.

Sans un heureux hasard qui les fit découvrir, ils pouvaient tromper la vigilance des troupes et parvenir à Damas par des voies détournées. Arrivés là, ils devaient se répandre dans la ville, et, de concert avec les partisans et commettre à Damas des horreurs semblables à celles qui désolaient la ville d'Alep dans le même moment.

Il y avait déjà en ville quelques préludes d'insurrection; un petit nombre de vauriens parcouraient les rues en criant : Mort à l'ennemi! les juifs, quelques-uns de ceux-ci, se trouvant à cheval aux portes de la ville, lorsque les moteurs du désordre remplissaient leur mission, furent maltraités et renversés de leur montures.

Sur ces entrefaites, la bruit de la victoire de Mahloula se répandit dans la ville et rassura pour quelques jours ceux qui désiraient la tranquillité. Les premières nouvelles d'Alep, très exagérées dans les détails, annoncèrent une catastrophe épouvantable et jetèrent dans le public une grande inquiétude; plus, la consternation chez ceux qui avaient pris part à l'insurrection et la crainte pour les autres qui ne savaient quel rôle jouer et qui n'osaient se compromettre en déployant subitement l'étendard de la révolte.

Toutefois, cet état d'indécision et de doute ne pouvait pas durer long-temps, car si l'insurrection eût été victorieuse à Alep, nous aurions eu tout à craindre à Damas; mais peu de jours après, les nouvelles véritables, annonçant en même temps les malheurs d'Alep et le rétablissement de l'ordre par l'autorité, empêchèrent les séditieux de mettre leur complot à exécution. La calme et la confiance se rétablirent peu à peu.

Les gens d'affaires, les personnes paisibles ont appris avec une bien vive satisfaction et un sentiment de reconnaissance envers la sagesse supérieure, le départ pour Constantinople des grands coupables qui avaient noué les trames de cette perturbation, qui pouvait devenir générale, persuadés que la justice de S. Majesté punira sévèrement ceux qui l'auront mérité.

L'esprit de révolte fondait spécialement ses espérances sur les montagnes impénétrables du Hauran, habitées par les tribus de Ladja, qui vendirent si chèrement leur liberté aux troupes d'Ibrahim pacha, il y a quelques années. Actuellement toute illusion doit cesser à ce sujet, vu que plusieurs chefs des plus influents, sont venus, par les bons offices du consul d'Autriche, à Damas, faire leur soumission à la S. Porte, représentée ici par le séraskier de l'armée d'Arabie, qui leur a promis l'oubli du passé, à condition que désormais ils tiendraient leur parole de fidélité. Conséquemment nous pouvons considérer le projet de révolte comme anéanti complètement.

La levée des conscrits se continue sans obstacle dans les arrondissements de Homs et Hamah ; on dit aussi que le recrutement s'opère à Alep sans plus de difficultés.

NOUVELLES D'EUROPE.

FRANCE.

(Paris, 26 février.)

Le 21, dans toutes les églises de Paris, un service funèbre et un *Te Deum* ont été chantés d'après les instructions qui avaient été données au clergé.

A Notre-Dame, Mgr l'archevêque de Paris officiait. Le préfet de la Seine et le préfet de police étaient au nombre des assistans.

Les représentans n'étaient pas en très grand nombre. On y remarquait M. le général Cavaignac, M. Marrast et M. Lagrange.

A l'issue de l'office dans les différentes églises, des groupes se sont formés pour se rendre à la place de la Bastille, où des couronnes ont été déposées au pied de la colonne de juillet.

Tout s'est passé avec le plus grand calme. Un assez grand nombre d'assistans portaient des immortelles à leur boutonnière. Ce mouvement s'est prolongé pendant une partie de la journée.

Une société d'une centaine d'individus stationnait sur un des côtés de la place, et faisait entendre de temps en temps le refrain de la *Marseillaise* et le cri de : *Vive la République* !

Aucun déploiement de troupes n'a eu lieu.

Une proposition d'amnistie générale s'étendant à tous les crimes et délits politiques commis depuis le 22 février 1848, a été déposée sur le bureau de l'Assemblée par cent quatre-vingts membres de la gauche, et renvoyée à l'examen de la dix septième commission d'initiative parlementaire. Avant d'arrêter sur une mesure de cette importance une résolution définitive, il avait paru convenable de demander au gouvernement quelle était son opinion, et de prendre auprès de lui des informations positives sur la situation générale du pays. Pour déférer à ce vœu, MM. les ministres de l'Intérieur et de la justice se sont rendus aujourd'hui dans le sein de la commission. Ils n'ont pas hésité, l'un et l'autre, à déclarer très-nettement que, dans leur conviction, la mesure proposée était à la fois inopportune et dangereuse. Le gouvernement la repousse, et les motifs qui l'ont déterminé ont obtenu l'assentiment presque unanime des membres de la commission.

Il a été question d'une manifestation Bonapartiste, organisée dans les cabarets de la banlieue de Paris, et dont le but était, dit-on, de violenter et même de dissoudre l'Assemblée nationale. Cette manifestation, comme on le pense bien, a avorté. Elle devait avoir lieu le 23 février.

La *Patrie*, journal Elyséen, publie à ce sujet la note suivante :

« Plusieurs journaux ont parlé avec plus ou moins d'exactitude d'une manifestation hostile à l'Assemblée législative, qui devait avoir lieu dans la journée de samedi. Bien que cette manifestation n'ait pu avoir d'effet, en présence des mesures énergiques prises par l'autorité, nous apprenons que M. le préfet de police, après avoir pris les ordres de M. le président de la République, vient d'en traduire devant les tribunaux, organisateurs ou complices devant les tribunaux. »

On sait aujourd'hui que le but apparent de cette manifestation était de présenter une pétition à l'Assemblée nationale.

La loi sur l'organisation intérieure de l'administration du pays occupe le monde politique. Il s'agit de savoir, d'abord, si la nomination des maires doit rester une des prérogatives du pouvoir exécutif, ou si ces magistrats seront nommés par les conseils municipaux et, ensuite, si le suffrage restreint, établi par la loi du 31 mai, doit s'appliquer aux élections pour les conseillers des communes comme pour les représentants à nos grandes Assemblées. Les légitimistes unis aux montagnards combattent le projet de loi élaboré par le conseil d'état, les conservateurs et les partisans de l'Elysée soutiennent le principe de l'unité électorale, et celui de la nomination des maires par le pouvoir central, pourvu qu'ils soient choisis parmi les élus de la ville. La commission nommée par les bureaux de l'Assemblée pour examiner ce volumineux projet de loi, après de longues discussions, ne lui sera pas favorable.

ANGLETERRE.

Nous lisons dans le *Constitutionnel* du 26:

« Lord John Russell est chargé de composer un nouveau cabinet. Lui-même en a donné la nouvelle à la chambre des communes, et il a annoncé qu'il rendrait compte vendredi prochain 28, du résultat de ses efforts pour réussir dans cette tâche difficile.

» Aussitôt après le vote de la chambre des communes sur la motion de M. Locke-King, lord John Russell avait compris la nécessité de fortifier son cabinet. Le vendredi matin, il fit donc demander aux amis de sir Robert Peel s'il pourrait compter sur leur appui, dans le cas où sir Charles Wood et le comte Grey prendraient le ministère pour faire place au duc de Newcastle et à M. Cardwell. Il fut répondu à lord John Russell que son cabinet, avec ces deux mutations, aurait encore un caractère trop exclusivement whig pour qu'on prît aucun engagement vis-à-vis de lui. Cette réponse détermina lord John Russell à une démission générale.

» C'est alors que le premier ministre se rendit à la chambre des communes pour faire ajourner la discussion du budget. La reine fut informée par lord John Russell de l'intention où étaient les ministres de se retirer, et la démission collective ne fut pas remise entre ses mains, à cause de l'absence de lord Lansdowne, président du conseil, et chef du ministère dans la chambre haute. Lord Stanley, averti officiellement de ce qui se passait, expédia immédiatement à Paris un courrier à M. Gladstone, qui est arrivé à Londres dimanche matin.

» La reine, n'ayant pas officiellement reçu la démission officielle des ministres, ne put faire appeller lord Stanley le vendredi; elle se contenta de consulter le duc de Wellington et lord Aberdeen. Le samedi matin, lord John Russell reçut la visite de lord Aberdeen, qui lui annonçait que le cabinet, dans le cas où il se reconstituerait, pourrait compter sur un appui plus chaud et plus uniforme de la part de ses amis. Lord John Russell reçut avec un vif plaisir une assurance qui lui donnait chance de réussir le pouvoir, mais il répondit que la démission du cabinet tout entier était aux mains de la reine, et qu'il devait attendre le résultat des négociations ouvertes avec lord Stanley.

» A une heure de l'après-midi, lord Stanley fut appelé auprès de la reine, qui lui demanda de composer un cabinet. Le chef des tories répondit que ce n'était ni lui ni ses amis qui avaient quitté le ministère en minorité, et que par conséquent ils n'avaient point contracté vis-à-vis de la couronne l'obligation morale de se charger du gouvernement. Néanmoins, il ne refusait pas d'entreprendre de composer un ministère ; mais il devait prévenir la reine que la conséquence inévitable de son entrée aux affaires serait la dissolution du parlement, mesure grave et sujette à bien des inconvéniens à cette époque de l'année, lorsque le budget n'était pas encore voté. La reine exprima alors l'opinion que des élections générales, l'agitation excessive qu'elles causent, les dépenses qu'elles entraînent, contribueraient d'une manière fâcheuse avec l'ouverture de la grande exposition. Lord Stanley, sans contester la valeur de cette objection, ajouta qu'il avait besoin d'avoir l'avis de tous ses amis, et notamment d'un des plus considérables d'entre eux qui était absent. Il allait donc le prévenir tous, afin d'être en mesure de connaître aux intentions de la reine, si S. M. persistait à le charger de composer un cabinet. Avant de quitter le palais de Buckingham, lord Stanley écrivit en effet à tous les hommes qu'il comptait s'associer dans le gouvernement.

» Voilà qu'il s'est passé entre lord Stanley et la reine; et voilà pourquoi le chef des tories et M. D'Israeli ont cru devoir, dans les deux chambres, protester contre l'assertion qu'il aurait été répondu par un refus à l'offre de la reine. Si lord Stanley n'a pas poussé plus loin les choses, quoique la reine ne lui ait pas retiré la mission de former un ministère, c'est qu'il a appris immédiatement que des efforts étaient faits pour reconstituer le cabinet whig. Lord John Russell, en effet, au sortir de son entrevue avec sir James Graham, avait été conférer avec lord Palmerston et les principaux de ses collègues; il arrivait au palais de Buckingham comme lord Stanley en sortait; et il y resta deux heures en conférence avec la reine.

» En même temps, une lettre du prince Albert appelait au palais lord Aberdeen, qui était à la campagne, et qui ne put se rendre auprès de la reine qu'à neuf heures du soir; il était accompagné de sir James Graham, qui venait presque immédiatement chercher lord John Russell, qui conférence se prolongea jusqu'à une heure du matin. C'est dans cette entrevue qu'il a été décidé que lord John Russell essayerait de composer un cabinet en y faisant entrer plusieurs des amis de sir James Graham, lord Aberdeen avant refusé d'occuper aucune fonction, et se contentant du rôle d'intermédiaire.

» Dans cette combinaison, ce serait la famille Grey qui serait sacrifiée pour faire place à l'élément peelite. Sir Ch. Wood serait remplacé comme chancelier de l'échiquier par sir James Graham; sir James Graham par le duc de Newcastle. Ces deux changemens sont certains; car on sait déjà que sir John Hobhouse, par dédommagement, est élevé à la pairie avec le titre de baron Broughton de Gyfford. Il est également à peu près certain que le comte Grey, ministre des colonies, sera remplacé par M. Sydney Herbert, le patron de toutes les émigrations; mais on ne sait point encore lequel, de sir George Grey ou de M. Labouchère, fera place à M. Cardwell que lord John Russell tient beaucoup à faire entrer dans le cabinet, à cause de son talent oratoire et de ses connaissances en finances. On ignore encore lequel, sir W. Labouchère qui sera sacrifié. C'est donc en tout quatre places, dont deux du premier ordre, qui seraient données aux peelites.

» La difficulté est de s'entendre sur le programme du ministère de fusion. Sir James Graham exige la présentation d'un nouveau budget. Ce premier point serait, dit-on, déjà accordé. En second lieu, on demanderait l'abandon complet de la mesure près-nâtée contre les évêques catholiques. Il paraîtrait que lord John Russell, pour toute concession, offrirait de restreindre son bill à l'Angleterre, et de mettre l'Irlande hors de la